

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2015/11456]

27 SEPTEMBRE 2015. — Arrêté royal fixant le programme, les conditions et le jury de l'examen pratique d'aptitude des "comptables agréés" et "comptables-fiscalistes agréés"

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales, l'article 51;

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 2003 fixant le programme, les conditions et le jury de l'examen pratique d'aptitude des comptables agréés et comptables-fiscalistes agréés;

Vu l'avis du Conseil Supérieur des professions économiques, donné le 18 mars 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juin 2015;

Vu l'avis 57.739 du Conseil d'Etat en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, donné le 28 juillet 2015;

Sur la proposition du Ministre des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o la loi : la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales;

2^o l'Institut : l'Institut professionnel des comptables et fiscalistes agréés, créé par l'article 43 de la loi;

3^o le Conseil : le Conseil National de l'Institut visé par l'article 45/1, § 4, de la loi;

4^o la Chambre : la Chambre exécutive compétente de l'Institut visée à l'article 45/1, § 2, de la loi;

5^o le tableau des titulaires de la profession : le tableau visé à l'article 44 de la loi;

6^o la liste des stagiaires : la liste visée à l'article 44 de la loi;

7^o le stagiaire : le comptable stagiaire et le comptable-fiscaliste stagiaire, personnes physiques, inscrits sur la liste des stagiaires de l'Institut visé à l'article 44 de la loi;

8^o le maître de stage : une personne physique membre soit, de l'Institut, soit un expert-comptable, membre de l'Institut des experts comptables et conseils fiscaux ou un réviseur d'entreprises, membre de l'Institut des Réviseurs d'entreprise qui accompagne le stagiaire pendant son stage;

9^o le stagiaire externe : le stagiaire qui exerce sa profession en tant qu'indépendant et pour le compte de tiers ainsi que visé à l'article 44 de la loi;

10^o le stagiaire interne : le stagiaire qui exerce sa profession exclusivement sous un lien de subordination, via un contrat d'emploi ou dans le cadre d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics ainsi que visé par l'article 44 de la loi;

11^o le comptable agréé : la personne physique inscrite en tant que « comptable agréé » au tableau des titulaires de la profession de l'Institut visé à l'article 44 de la loi;

12^o le comptable-fiscaliste agréé : la personne physique inscrite en tant que « comptable-fiscaliste agréé » au tableau des titulaires de la profession de l'Institut visé à l'article 44 de la loi;

13^o l'examen pratique d'aptitude : l'examen pratique d'aptitude visé à l'article 51 de la loi;

14^o la Commission du stage : le jury d'examen visé à l'article 51 de la loi;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2015/11456]

27 SEPTEMBER 2015. — Koninklijk besluit betreffende het programma, de voorwaarden en de examenjury voor het praktisch bekwaamheidsexamen van de erkende boekhouders en erkende boekhouders-fiscalisten

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen, artikel 51;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 januari 2003 betreffende het programma, de voorwaarden en de examenjury voor het praktisch bekwaamheidsexamen van de erkende boekhouders en erkende boekhouders-fiscalisten;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de economische beroepen, gegeven op 18 maart 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juni 2015;

Gelet op advies 57.739 van de Raad van State met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gegeven op 28 juli 2015;

Op de voordracht van de Minister van Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o de wet : de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen;

2^o het Instituut : het Beroepsinstituut van erkende boekhouders en fiscalisten, opgericht bij artikel 43 van de wet;

3^o de Raad : de Nationale Raad van het Instituut, bedoeld in artikel 45/1, § 4, van de wet;

4^o de Kamer : de bevoegde uitvoerende kamer van het Instituut zoals voorzien in artikel 45/1, § 2, van de wet;

5^o het tableau van de beroepsbeoefenaars : het tableau bedoeld in artikel 44 van de wet;

6^o de lijst van de stagiairs : de lijst bedoeld in artikel 44 van de wet;

7^o de stagiair : de stagiair-boekhouder en de stagiair boekhouder-fiscalist, natuurlijke persoon, opgenomen op de lijst van de stagiairs van het instituut zoals voorzien in artikel 44 van de wet;

8^o de stagemeester : een natuurlijk persoon lid van het Instituut, een accountant lid van het Instituut van de accountants en de belastingconsulenten of een bedrijfsrevisor lid van het Instituut der bedrijfsrevisoren die de stagiair begeleidt tijdens zijn stage;

9^o de externe stagiair : de stagiair die zijn beroep op zelfstandige basis en voor rekening van derden uitoefent zoals bedoeld in artikel 44 van de wet;

10^o de interne stagiair : de stagiair die zijn beroep uitsluitend uitoefent in ondergeschikt dienstverband via een arbeidsovereenkomst of een door de overheid bezoldigde betrekking zoals bedoeld in artikel 44 van de wet;

11^o de erkende boekhouder : natuurlijke persoon opgenomen als "erkend boekhouder" op het tableau van de beroepsbeoefenaars van het Instituut zoals bedoeld in artikel 44 van de wet;

12^o de erkende boekhouder-fiscalist : natuurlijke persoon opgenomen als "erkend boekhouder-fiscalist" op het tableau van de beroepsbeoefenaars van het instituut zoals bedoeld in artikel 44 van de wet;

13^o het praktisch bekwaamheidsexamen : het praktisch bekwaamheidsexamen zoals bedoeld bij artikel 51 van de wet;

14^o de Stagecommissie : de examenjury zoals bedoeld in artikel 51 van de wet;

CHAPITRE 2. — Modalités de l'examen pratique d'aptitude

Art. 2. L'examen pratique d'aptitude a pour but de vérifier la capacité du stagiaire, à la fin de sa période de stage, à appliquer ses connaissances théoriques à la pratique de la profession de comptable agréé ou de comptable-fiscaliste agréé et son aptitude à exercer la profession dans le respect des lois et des règles déontologiques.

Art. 3. L'examen pratique d'aptitude est organisé au moins deux fois par an par l'Institut et peut être passé dans une des trois langues nationales au choix du candidat. Les dates auxquelles sont organisés les examens pratiques d'aptitude sont communiquées par l'Institut aux stagiaires.

Art. 4. L'examen pratique d'aptitude comprend une épreuve écrite et une épreuve orale, couvrant directement ou indirectement les matières suivantes :

- 1° comptabilité générale;
- 2° législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;
- 3° principes généraux de gestion financière;
- 4° établissement, analyse et critique des comptes annuels;
- 5° organisation des services comptables et administratifs des entreprises;
- 6° taxe sur la valeur ajoutée;
- 7° impôt des personnes physiques;
- 8° impôt des sociétés;
- 9° procédures fiscales;
- 10° droit des sociétés et législation relative aux entreprises en difficulté;
- 11° principes des droits d'enregistrement et de succession;
- 12° organisation et gestion d'un bureau comptable;
- 13° principes de droit du travail et de la sécurité sociale;
- 14° déontologie des comptables et comptables-fiscalistes agréés y compris les principes de base en ce qui concerne la législation relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

Art. 5. Les règles pratiques relatives aux conditions d'inscription, de participation et aux possibilités de recours ainsi que la consultation de l'épreuve écrite de l'examen pratique d'aptitude présentée sont édictées par le Conseil National par le biais d'une directive.

CHAPITRE 3. — Conditions relatives à l'admission à l'épreuve écrite de l'examen pratique d'aptitude

Art. 6. Le stagiaire est accepté à l'examen pratique d'aptitude à condition qu'il ait accompli son stage conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives à la profession et au stage. Parmi lesquelles notamment ses obligations en matière de cotisations, son droit d'inscription pour couvrir les frais de l'examen pratique d'aptitude, son obligation relative à la formation permanente et la couverture d'assurance de sa responsabilité civile professionnelle, ainsi qu'aux directives, qui doivent être respectées par le comptable stagiaire ou le comptable-fiscaliste stagiaire au cours de son stage.

Le stagiaire qui souhaite participer à l'épreuve écrite de l'examen pratique d'aptitude adresse sa demande à la Commission du stage et ce, conformément aux règles pratiques déterminées dans une directive prescrite à cette fin.

Cette demande doit, sous peine d'irrecevabilité, avoir lieu au plus tard 30 jours calendrier avant la date à laquelle a lieu l'épreuve écrite de l'examen pratique d'aptitude et à tout le moins, avant l'expiration du délai légal de stage visé à l'article 51 de la loi.

En l'absence d'une demande d'inscription à l'épreuve écrite dans le délai légal du stage, le stagiaire est omis de la liste des stagiaires.

Art. 7. Lorsque le stagiaire introduit sa demande d'inscription dans le délai légal du stage pour une épreuve écrite organisée hors ce délai, il doit participer au plus proche examen pratique d'aptitude organisé.

HOOFDSTUK 2. — Modaliteiten van het praktisch bekwaamheidsexamen

Art. 2. Het praktisch bekwaamheidsexamen heeft tot doel na te gaan of de stagiair aan het einde van zijn stageperiode in staat is om zijn theoretische kennis in de beroepspraktijk van een erkend boekhouder of erkend boekhouder-fiscalist toe te passen alsook of hij in staat is het beroep uit te oefenen met inachtneming van de wetten en de regels van plichtleer.

Art. 3. Het praktisch bekwaamheidsexamen wordt ten minste twee maal per jaar door het Instituut ingericht en kan worden afgelegd in één van de drie landstalen naar keuze van de kandidaat. De data waarop de praktische bekwaamheidsexamen plaatsvinden worden door het Instituut aan de stagiairs meegedeeld.

Art. 4. Het praktisch bekwaamheidsexamen bestaat uit een schriftelijke en een mondelijke proef, rechtstreeks of onrechtstreeks handelend over volgende vakken :

- 1° algemene boekhouding;
- 2° wetgeving op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;
- 3° algemene beginselen van het financieel beheer;
- 4° het opstellen, de analyse en de kritische beoordeling van de jaarrekening;
- 5° organisatie van de boekhoudingsdiensten en van de administratieve diensten van de onderneming;
- 6° belasting op de toegevoegde waarde;
- 7° personenbelasting;
- 8° vennootschapsbelasting;
- 9° belastingsprocedures;
- 10° vennootschapsrecht en de wetgeving in verband met ondernemingen in moeilijkheden;
- 11° beginselen van registratie- en successierechten;
- 12° organisatie en beheer van een boekhoudkantoor;
- 13° beginselen van het arbeids- en sociaal zekerheidsrecht;
- 14° plichtleer van de erkende boekhouders en boekhouders-fiscalisten met inbegrip van de beginselen inzake de wetgeving tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme.

Art. 5. De praktische regels betreffende de inschrijvingsvooraarden, de deelnamevooraarden en de bezwaarmogelijkheden alsook het consulteren van de afgelegde schriftelijke proef van het praktisch bekwaamheidsexamen worden door de Raad vastgelegd in een richtlijn.

HOOFDSTUK 3. — Voorwaarden betreffende de toelating tot de schriftelijke proef van het praktisch bekwaamheidsexamen

Art. 6. De stagiair wordt toegelaten tot het praktisch bekwaamheidsexamen van zodra hij zijn stage heeft volbracht overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het beroep en de stage. Hieronder wordt met name verstaan zijn bijdrageverplichtingen, zijn inschrijvingsrecht ter dekking van de kosten van het praktisch bekwaamheidsexamen, zijn verplichting inzake permanente vorming en de verzekering van zijn burgerlijke beroepsaansprakelijkheid, alsook de uitgevaardigde richtlijnen, heeft gerespecteerd, die de stagiair-boekhouder of stagiair boekhouder-fiscalist dient na te leven tijdens zijn stage.

De stagiair die wenst deel te nemen aan het schriftelijk gedeelte van het praktisch bekwaamheidsexamen, richt hiertoe een aanvraag tot de Stagecommissie en dit volgens de praktische regels vastgelegd in een daartoe bestemde richtlijn.

Deze aanvraag tot inschrijving moet, op straffe van onontvankelijkheid, uiterlijk gebeuren 30 kalenderdagen voorafgaand aan de datum waarop het schriftelijk gedeelte van het praktisch bekwaamheidsexamen plaatsvindt en in elk geval voor het verstrijken van de wettelijke stagetermijn zoals bedoeld in artikel 51 van de wet.

Bij gebreke aan aanvraag tot inschrijving voor de schriftelijke proef binnen de wettelijke stagetermijn wordt de stagiair van de lijst van stagiairs weggelaten.

Art. 7. Wanneer de stagiair zijn aanvraag tot inschrijving doet binnen de wettelijke stagetermijn voor een schriftelijke proef die buiten deze termijn wordt georganiseerd, dient hij deel te nemen aan het eerstvolgende praktisch bekwaamheidsexamen dat wordt georganiseerd.

Art. 8. Le stagiaire est admis à l'épreuve écrite de l'examen pratique d'aptitude dès lors qu'il remplit les conditions d'inscription édictées dans une directive.

Si le stagiaire ne satisfait pas aux conditions pour participer à l'examen pratique d'aptitude, il en est informé par écrit par le Président ou le Vice-Président de la Commission du stage.

Le stagiaire peut introduire un recours motivé dans les 15 jours calendrier après la réception du refus d'inscription; et ce, par courrier recommandé.

Le Conseil détermine les règles pratiques de ce recours via une directive.

CHAPITRE 4. — L'épreuve écrite de l'examen pratique d'aptitude

Art. 9. L'épreuve écrite de l'examen pratique d'aptitude pour l'accès au titre de comptable agréé ou de comptable-fiscaliste agréé porte sur la résolution d'un ou plusieurs cas pratiques relatifs aux matières visées à l'article 4.

Art. 10. § 1^{er}. Seuls les stagiaires qui ont obtenu les résultats suivants à l'épreuve écrite :

— au moins soixante pour cent des points pour les matières visées à l'article 4, 1° à 5°, et;

— au moins cinquante pour cent des points pour les matières visées à l'article 4, 6° à 13°, et;

— au moins soixante pour cent des points pour la matière visée à l'article 4, 14°, et;

— au moins soixante pour cent des points au total;

— sont admis à l'épreuve orale pour l'obtention du titre professionnel de comptable agréé.

Le stagiaire qui atteignent en outre soixante pourcent des points lors de l'épreuve écrite pour les matières visées à l'article 4, 6°, 7°, 8°, 9° et 11°, sont admis à l'épreuve orale pour l'obtention du titre professionnel de comptable-fiscaliste agréé.

§ 2. Le stagiaire qui a réussi l'épreuve écrite peut choisir de conserver ses résultats de l'épreuve écrite.

Dans ce cas, il peut participer à toute épreuve orale organisée pendant la période de stage prévue à l'article 51 de la loi, sans devoir recommencer l'épreuve écrite.

S'il choisit de s'inscrire à une nouvelle épreuve écrite, celle-ci comprendra toutes les matières de l'article 4. De ce fait et de manière irréversible, le résultat de l'épreuve précédente ne sera pas pris en compte.

Art. 11. Le stagiaire peut introduire un recours motivé contre le résultat de l'épreuve écrite par courrier recommandé dans les 15 jours calendrier de la notification des résultats. Trois membres de la Commission du stage n'ayant pas participé à la correction des questions d'examen contestées analyseront le recours.

Le stagiaire peut consulter une copie de son épreuve écrite après avoir pris rendez-vous avec les services de l'Institut.

Le Conseil détermine les règles pratiques de ce recours via une directive.

CHAPITRE 5. — L'épreuve orale de l'examen pratique d'aptitude

Art. 12. L'épreuve orale comporte un commentaire de l'épreuve écrite et une interrogation sur la pratique de la profession et/ou sur les matières mentionnées à l'article 4.

Art. 13. § 1^{er}. Les stagiaires qui ont obtenu au moins soixante pour cent des points à l'épreuve orale ont réussi pour l'obtention du titre professionnel de comptable agréé.

§ 2 Les stagiaires qui, en outre, ont obtenu au moins soixante pour cent des points lors de la dernière épreuve orale dans les matières visées à l'article 4, 6°, 7°, 8°, 9° et 11°, ont réussi pour l'obtention du titre de comptable-fiscaliste agréé.

Art. 8. De stagiair wordt toegelaten tot de schriftelijke proef van het praktisch bekwaamheidsexamen indien hij aan de inschrijvingsvooraarden voldoet zoals vastgelegd in een richtlijn.

In geval de stagiair niet aan de voorwaarden beantwoordt om deel te nemen aan het praktisch bekwaamheidsexamen wordt hij hiervan door de Voorzitter of de Ondervoorzitter van de Stagecommissie schriftelijk op de hoogte gebracht.

De stagiair kan hier tegen een gemotiveerd bezwaar indienen binnen de 15 kalenderdagen na ontvangst van de weigering tot inschrijving en dit bij aangetekend schrijven.

De Raad bepaalt de praktische regels inzake dit bezwaar via een richtlijn.

HOOFDSTUK 4. — Schriftelijk gedeelte van het praktisch bekwaamheidsexamen

Art. 9. De schriftelijke proef van het praktisch bekwaamheidsexamen voor de toegang tot de titel van erkend boekhouder of erkend boekhouder-fiscalist bestaat uit het oplossen van één of meer praktische toepassingsgevallen met betrekking tot de in artikel 4 omschreven matenies.

Art. 10. § 1. Alleen de stagiairs die op de schriftelijke proef volgende resultaten hebben behaald :

— ten minste zestig procent van de punten voor de vakken bedoeld in artikel 4, 1° tot 5°, en;

— ten minste vijftig procent van de punten voor de vakken bedoeld in artikel 4, 6° tot 13°, en;

— ten minste zestig procent van de punten voor het vak bedoeld in artikel 4, 14°, en;

— ten minste zestig procent van het totaal aantal punten;

— worden tot de mondelinge proef toegelaten om de beroepstitel van erkend boekhouder te bekomen.

De stagiairs die bij de schriftelijke proef bovendien zestig procent van de punten behalen voor de vakken bedoeld in artikel 4, 6°, 7°, 8°, 9° en 11°, worden tot de mondelinge proef toegelaten om de beroepstitel van erkend boekhouder-fiscalist te bekomen.

§ 2. De stagiair die geslaagd is op de schriftelijke proef kan ervoor opteren om zijn resultaat op de schriftelijke proef te behouden.

In dat geval kan hij deelnemen aan alle volgende mondelinge proeven gedurende de stageperiode zoals bedoeld in artikel 51 van de wet, zonder de schriftelijke proef opnieuw te moeten afleggen .

Indien hij ervoor opteert om zich in te schrijven voor een nieuwe schriftelijke proef, omvat deze alle materies van artikel 4 en vervalt automatisch en onherroepelijk het resultaat op zijn eerdere schriftelijke proeven.

Art. 11. De stagiair kan bezwaar aantekenen tegen het resultaat van de schriftelijke proef bij gemotiveerd aangetekend schrijven uiterlijk binnen de 15 kalenderdagen nadat de resultaten werden betekend. Drie leden van de Stagecommissie, die niet hebben deelgenomen aan de verbetering van de betwiste examenvragen, onderzoeken het bezwaar.

De stagiair kan een kopie van zijn schriftelijke proef inkijken na afspraak met de diensten van het Instituut.

De Raad bepaalt de praktische regels inzake dit bezwaar via een richtlijn .

HOOFDSTUK 5. — Mondeling gedeelte van het praktisch bekwaamheidsexamen

Art. 12. De mondelinge proef omvat de besprekking van de schriftelijke proef en een ondervraging over de beroepspraktijk en/of de materies vermeld in artikel 4.

Art. 13. § 1. De stagiairs die op de mondelinge proef ten minste zestig procent van de punten behaald hebben, zijn geslaagd voor de beroepstitel van erkend boekhouder.

§ 2. De stagiairs die bovendien ten minste zestig procent van de punten hebben behaald op de laatste mondelinge proef voor de materies bedoeld in artikel 4, 6°, 7°, 8°, 9° en 11°, zijn geslaagd voor de beroepstitel van erkend boekhouder-fiscalist.

CHAPITRE 6. — *Résultat de l'examen pratique d'aptitude*

Art. 14. Les résultats sont notifiés par l’Institut au stagiaire après chaque épreuve présentée et sont versés à son dossier.

Art. 15. Les stagiaires qui ont réussi l’épreuve orale sont considérés avoir introduit une demande d’inscription au tableau des titulaires de la profession comme visé dans l’arrêté royal auquel se réfère l’article 45 de la loi.

Seuls les stagiaires ayant réussi l’examen pratique d’aptitude seront inscrits au tableau des titulaires.

Art. 16. Les stagiaires qui n’ont pas réussi l’examen pratique d’aptitude ou qui ne souhaitent pas faire usage de la dispense de l’épreuve écrite tel que prévu par l’article 10, § 2, peuvent, tant que la période maximale de stage prévue à l’article 51 de la loi n’est pas atteinte, introduire une nouvelle demande de participation au prochain examen pratique d’aptitude conformément à l’article 6.

CHAPITRE 7. — *La Commission du stage/Le jury d'examen*

Art. 17. Une Commission du stage est instaurée au sein de l’Institut. Cette Commission du stage intervient comme jury d’examen, tel que visé à l’article 51 de la loi et est chargée de faire passer l’examen pratique d’aptitude organisé par l’Institut.

Art. 18. Dans l’exercice de sa mission, la Commission du stage dispose des moyens de surveillance et de contrôle les plus étendus. Elle peut déléguer à l’un ou plusieurs de ses membres les missions qui lui sont confiées.

Art. 19. § 1^{er}. La Commission du stage compte vingt membres effectifs, le président et le vice-président de l’Institut compris. Dix membres sont francophones et dix membres sont néerlandophones. Leur rôle linguistique est déterminé par la langue de leurs diplômes. S’ils ont obtenu des diplômes dans différentes langues, ils peuvent opter soit, pour le rôle linguistique francophone, soit, pour le rôle linguistique néerlandophone. Les membres effectifs sont, sur proposition du Bureau, désignés par le Conseil pour un terme renouvelable de quatre ans. Cette désignation se déroule lors de la deuxième réunion qui suit les élections du Conseil nouvellement constitué. Les nominations des membres de la Commission du stage sont soumises à l’approbation du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

§ 2. Les président et vice-président de l’Institut sont également président et vice-président de la Commission du stage.

§ 3. Le cas échéant, le Conseil peut, sur proposition du Bureau, nommer des membres suppléants dont le mandat expire en même temps que celui des membres effectifs élus conformément au § 1^{er}. Les membres suppléants peuvent seulement assister aux réunions de la Commission du stage lorsqu’ils sont convoqués en remplacement d’un membre effectif.

§ 4. Le Conseil nomme, parmi les membres du personnel de l’Institut, un secrétaire néerlandophone et un francophone de la Commission du stage. Le Conseil peut nommer des secrétaires suppléants.

Les secrétaires assistent la Commission du stage dans sa mission. Ils peuvent être présents pendant les réunions et les délibérations de la Commission du stage.

Art. 20. § 1^{er}. Il y a incompatibilité entre le mandat de membre de la Commission du stage et le mandat de :

1° Membre effectif ou suppléant de la Chambre;

2° Membre effectif ou suppléant de la Chambre d’appel.

§ 2. Le président et le vice-président exceptés, la Commission du stage peut comporter au maximum cinq membres effectifs d’expression néerlandaise et cinq membres effectifs d’expression française qui sont aussi membres du Conseil.

§ 3. Au moins un membre francophone et un membre néerlandophone doivent être professeurs dans un établissement de l’enseignement supérieur dans lequel les niveaux 6,7 ou 8 du cadre européen des certifications peuvent être atteints.

§ 4. Un des membres de la Commission du stage doit posséder une connaissance suffisante de la langue allemande.

§ 5. Les autres membres de la Commission du stage doivent être des membres de l’Institut ou des personnes choisies en fonction de leur connaissance spécifique des matières pertinentes pour la profession.

HOOFDSTUK 6. — *Resultaat van het praktisch bekwaamheidsexamen*

Art. 14. De uitslagen worden door het Instituut aan de stagiair betekend na afloop van elke afgelegde proef en worden bij zijn dossier gevoegd.

Art. 15. De na de mondelinge proef geslaagde stagiairs worden geacht hun aanvraag te hebben gedaan tot inschrijving op het tableau van de beroepsbeoefenaars zoals bedoeld in het koninklijk besluit waarnaar artikel 45 van de wet verwijst.

Enkel de stagiairs die slaagden in hun praktisch bekwaamheidsexamen worden ingeschreven op het tableau van de beroepsbeoefenaars.

Art. 16. De stagiairs die niet slagen op het praktisch bekwaamheidsexamen of die geen gebruik wensen te maken van de vrijstellingregeling voor de schriftelijke proef zoals voorzien door artikel 10, § 2, kunnen, zolang de maximale stageperiode bedoeld in artikel 51 van de wet niet is verstreken, een nieuwe aanvraag richten overeenkomstig artikel 6 om tot het volgende praktisch bekwaamheidsexamen toegelaten te worden.

HOOFDSTUK 7. — *De Stagecommissie /Examenjury*

Art. 17. Er wordt een Stagecommissie opgericht binnen het Instituut. Deze Stagecommissie treedt op als examenjury, zoals bedoeld in artikel 51 van de wet, en is belast met het afnemen van het praktisch bekwaamheidsexamen dat georganiseerd wordt door het Instituut.

Art. 18. De Stagecommissie beschikt in de uitoefening van haar opdracht over de ruimste middelen inzake toezicht en controle. Zij kan de haar toevertrouwde opdrachten aan één of meerdere van haar leden opdragen.

Art. 19. § 1. De Stagecommissie bestaat uit twintig werkende leden, de voorzitter en de ondervoorzitter van het Instituut inbegrepen. Tien leden zijn Nederlandstalig en tien leden zijn Franstalig. Hun taalrol wordt bepaald door de taal van hun diploma’s. Indien zij diploma’s hebben behaald in verschillende talen kunnen zij opteren voor hetzij de Franstalige taalrol, hetzij de Nederlandstalige taalrol. De werkende leden worden, op voorstel van het bureau, door de Raad aangewezen voor een hernieuwbare termijn van vier jaar. Dit gebeurt tijdens de tweede zitting van de nieuw samengestelde Raad volgend op de verkiezingen. De benoemingen van de leden van de Stagecommissie worden onderworpen aan de goedkeuring van de Minister bevoegd voor Middenstand.

§ 2. De voorzitter en de ondervoorzitter van het Instituut zijn tevens voorzitter en ondervoorzitter van de Stagecommissie.

§ 3. In voorkomend geval, kan de Raad op voorstel van het Bureau, plaatsvervangende leden aanstellen van wie het mandaat eindigt samen met de werkende leden benoemd overeenkomstig § 1. De plaatsvervangende leden mogen de vergaderingen van de Stagecommissie slechts bijwonen wanneer zij worden opgeroepen ter vervanging van een werkend lid.

§ 4. De Raad benoemt, onder de personeelsleden van het Instituut, tevens een Nederlandstalige en Franstalige secretaris van de Stagecommissie. De Raad kan tevens plaatsvervangende secretarissen benoemen.

De secretarissen staan de Stagecommissie bij in hun opdracht. Zij kunnen aanwezig zijn bij de vergaderingen en de beraadslaging van de Stagecommissie.

Art. 20. § 1. Er bestaat onverenigbaarheid tussen het mandaat van lid van de Stagecommissie en het mandaat van :

1° werkend of plaatsvervangend lid van de Kamer;

2° werkend of plaatsvervangend lid van de Kamer van Beroep.

§ 2. De voorzitter en de ondervoorzitter uitgezonderd, telt de Stagecommissie ten hoogste vijf werkende Nederlandstalige en vijf werkende Franstalige leden die tevens lid zijn van de Raad.

§ 3. Ten minste één Franstalig en één Nederlandstalig lid moeten docent zijn een inrichting voor hoger onderwijs waar een Europees kwalificatienniveau 6,7 of 8 kan worden bereikt.

§ 4. Eén van de leden van de Stagecommissie moet beschikken over een voldoende kennis van de Duitse taal.

§ 5. De overige leden van de Stagecommissie moeten leden van het Instituut zijn of personen gekozen op grond van hun specifieke kennis van de materies relevant voor het beroep.

Art. 21. § 1^{er}. La Commission du stage se réunit sur convocation de son président ou, en cas d'absence, de son vice-président. Le membre qui est empêché prévient en temps utile le président.

§ 2. Les réunions de la Commission du stage sont présidées par le président ou, en son absence, par le vice-président. Si les deux sont absents, la séance est présidée par le membre le plus âgé. Le président faisant fonction dispose des mêmes prérogatives que le président.

§ 3. Dans le cadre de l'épreuve écrite de l'examen pratique d'aptitude la Commission du stage délibère par rôle linguistique. Elle ne peut, dans ce cas, délibérer valablement que lorsqu'au moins six membres de chaque rôle linguistique sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Un rapport de la délibération est établi, il est signé par le Président de la Commission du stage.

§ 4. Dans le cadre de l'épreuve orale de l'examen pratique d'aptitude, l'interrogation est effectuée, par délégation conformément à l'article 18, par au moins 5 membres de la Commission du stage du même rôle linguistique que le stagiaire. S'il s'agit d'un stagiaire germanophone, au moins un des membres de la Commission du stage doit maîtriser la langue allemande.

La délibération pour la partie orale s'effectue par les personnes qui ont interrogé les stagiaires.

Par stagiaire interrogé, un court rapport est rédigé par un membre de la Commission du stage qui a été présent à l'épreuve orale. Ce rapport comporte aussi bien les questions posées que le résumé succinct des réponses formulées par le stagiaire ainsi que la cotation finale. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

CHAPITRE 8. — *Dispenses*

Art. 22. § 1^{er}. Les comptables agréés qui sont titulaires d'un diplôme donnant accès au titre de comptable-fiscaliste agréé, et qui sollicitent leur inscription au tableau des comptables-fiscalistes agréés, sont dispensés de l'accomplissement du stage. Ils sont inscrits au tableau des comptables-fiscalistes agréés moyennant la réussite de l'examen pratique d'aptitude relatif aux matières visées à l'article 4, 6^o, 7^o, 8^o, 9^o et 11^o.

§ 2. L'examen pratique d'aptitude visé au paragraphe premier consiste en une épreuve orale organisée par la Commission du stage conformément aux dispositions de cet arrêté. Pour réussir, le candidat doit avoir obtenu au moins soixante pour cent des points.

Le Conseil détermine les règles pratiques de cette épreuve.

CHAPITRE 9. — *Dispositions abrogatoires et transitoires*

Art. 23. Cet arrêté abroge l'arrêté royal du 20 janvier 2003 fixant le programme, les conditions et le jury de l'examen pratique d'aptitude des comptables agréés et comptables-fiscalistes agréés.

Art. 24. Les dispositions relatives aux matières de l'examen pratique d'aptitude, aux critères de réussite à l'épreuve écrite et au règlement de dispense tels que décrits aux articles 4, 10, 12, 13 et 16 du présent arrêté n'entreront cependant en vigueur qu'à compter de l'épreuve écrite du prochain examen pratique d'aptitude organisé par l'Institut à compter du 1^{er} janvier 2017. Entretemps, les matières de l'examen et les critères de réussite, tels que fixés aux articles 3, 4, 5 et 10 de l'arrêté royal du 20 janvier 2003, restent d'application.

Les membres de la Commission du stage désignés sur la base de l'arrêté abrogé restent en fonction jusqu'à la fin de leur mandat.

CHAPITRE 10. — *Dispositions finales*

Art. 25. Le Ministre qui a les Classes Moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 septembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Classes-moyennes, des indépendants et des P.M.E.,
W. BORSUS

Art. 21. § 1. De Stagecommissie vergadert op uitnodiging van haar voorzitter of, bij diens afwezigheid, van haar ondervoorzitter. Het lid dat verhinderd is, verwittigt tijdig de voorzitter.

§ 2. De vergaderingen van de Stagecommissie worden voorgezeten door de voorzitter of, bij zijn afwezigheid, door de ondervoorzitter. Indien beiden afwezig zijn, wordt de vergadering voorgezet door het oudste aanwezige lid. De dienstdoende voorzitter beschikt over dezelfde bevoegdheden als de voorzitter.

§ 3. In het kader van het schriftelijk gedeelte van het praktisch bekwaamheidsexamen beraadslaagt de Stagecommissie per taalrol. Zij kan in dat geval slechts geldig beraadslagen wanneer ten minste zes leden aanwezig zijn. De beslissingen worden bij eenvoudige meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend. Er wordt een verslag opgesteld van de beraadslaging dat wordt ondertekend door de Voorzitter van de Stagecommissie.

§ 4. De mondelinge proef van het praktisch bekwaamheidsexamen wordt, bij delegatie conform artikel 18, afgenoem door minstens 5 leden van de Stagecommissie van dezelfde taalrol als de stagiair. Indien het een Duitstalige stagiair betreft, dient minstens één van de leden van de Stagecommissie deze taal te beheersen.

De beraadslaging voor de mondelinge proef gebeurt enkel door die personen die de stagiair hebben ondervraagd.

Per ondervraagde stagiair wordt een kort verslag opgemaakt door één lid van de Stagecommissie die aanwezig is bij de mondelinge proef. Dit verslag bevat zowel de gestelde vragen als een bondige samenvatting van de door de stagiair hierop geformuleerde antwoorden alsook de eindquotering. De beslissingen worden bij eenvoudige meerderheid van stemmen genomen .

HOOFDSTUK 8. — *Vrijstellingen*

Art. 22. § 1. De erkende boekhouders die over een diploma beschikken dat toegang verleent tot de titel van erkend boekhouder-fiscalist, en die hun inschrijving vragen op het tableau van de erkende boekhouders-fiscalisten, worden vrijgesteld van het volgen van een stage. Zij worden, na het met succes afleggen van een praktisch bekwaamheidsexamen over de vakken bedoeld in artikel 4, 6^o, 7^o, 8^o, 9^o en 11^o, ingeschreven op het tableau van de erkende boekhouders-fiscalisten.

§ 2. Het praktisch bekwaamheidsexamen zoals bedoeld in § 1, bestaat uit een mondelinge proef die wordt afgenoemd door de Stagecommissie conform de bepalingen van dit besluit. Om geslaagd te zijn, moet de kandidaat ten minste zestig procent van de punten behaald hebben.

De Raad bepaalt de praktische regels van deze proef.

HOOFDSTUK 9. — *Opheffingsbepalingen en overgangsbepalingen*

Art. 23. Dit besluit heft het koninklijk besluit van 20 januari 2003 betreffende het programma, de voorwaarden en de examenjury voor het praktisch bekwaamheidsexamen van de erkende boekhouders en erkende boekhouders-fiscalisten.

Art. 24. De bepalingen betreffende de materies van het praktisch bekwaamheidsexamen, de slaagcriteria op de schriftelijke proef en de vrijstellingregeling zoals omschreven in de artikelen 4, 10, 12, 13 en 16 van huidig besluit treden evenwel slechts in werking vanaf de schriftelijke proef van het eerste praktisch bekwaamheidsexamen dat georganiseerd wordt door het Instituut vanaf 1 januari 2017. In tussentijd blijven de examenmateries en de slaagcriteria zoals bepaald in de artikelen 3, 4, 5 en 10 van het koninklijk besluit van 20 januari 2003 gelden.

De, op basis van het opgeheven besluit, aangewezen leden van de stagecommissie blijven in functie tot op het einde van hun mandaat.

HOOFDSTUK 10. — *Diverse bepalingen*

Art. 25. De Minister bevoegd voor Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 september 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en K.M.O.'s,
W. BORSUS